

Communication de M. l'Adjoint MAIRE sur la rentrée universitaire

M. Sébastien MAIRE : Pour cette traditionnelle communication sur la rentrée universitaire, je commencerai par vous dire un mot sur la révolution de cette rentrée, la mise en place du LMD qui transforme complètement l'offre de formation puis un autre mot sur la façon dont la rentrée s'est techniquement passée, sur les effectifs, sur la restructuration de la recherche et puis je terminerai par une inquiétude concernant l'exécution du contrat de plan État/Région sur son volet universitaire.

A cette rentrée, l'Université de Franche-Comté a mis en place le LMD, Licence Master Doctorat, c'est une véritable petite révolution issue du processus de Bologne de 1999 d'eupéanisation de l'enseignement supérieur. C'est d'avoir une seule façon de faire des études supérieures en Europe avec trois diplômes, plus que trois diplômes alors que nous en avons beaucoup et avec à chaque sortie de diplôme la possibilité d'entrer directement dans la vie active. La particularité de cette réforme c'est la mobilité, à la fois la mobilité disciplinaire, il sera beaucoup plus facile pour un étudiant de se réorienter s'il se rend compte qu'il n'a pas choisi forcément la bonne piste, et surtout géographique. Les étudiants seront encouragés et ce sera beaucoup plus facile pour eux d'aller valider des semestres à l'étranger, dans différents pays européens. Je crois que c'est surtout l'esprit de cette réforme et à l'heure où on parle beaucoup de construction européenne, malgré tout ce qui a pu être dit sur cette réforme en particulier par les organisations étudiantes sur ses dangers, je suis convaincu qu'on a avec cette réforme un véritable outil de construction européenne et que tous ces jeunes qui auront cette pratique de l'international, qui auront eu l'habitude d'aller à l'étranger, de se confronter à d'autres cultures et qui sont les décideurs de demain participeront à la construction européenne. Je pense que c'est là une très bonne chose.

Le revers de la médaille de cette réforme, ce sont les autres diplômes, Bac + 2, Bac + 4, les DEUG, les DEUST, les DUT, les maîtrises, on ne sait pas trop ce que cela va devenir. On note dès cette rentrée une baisse des inscriptions en maîtrise puisque sur le marché du travail, le niveau Bac + 2 ou Bac + 4 ne signifie déjà plus grand chose en France et plus rien en Europe. Les DESS et les DEA sont donc transformés en masters, il n'y a qu'une sorte de master mais les DESS deviennent des masters professionnels et les DEA des masters orientation recherche. C'est beaucoup plus lisible là aussi au niveau international puisqu'il n'y a plus qu'un seul diplôme de ce niveau-là quasiment au niveau mondial, c'est donc beaucoup plus facile pour favoriser la mobilité.

Quelques nouvelles formations, un nouveau DUT et 6 licences professionnelles. On remarque aussi à cette rentrée une forte augmentation de l'inscription dans les filières professionnalisantes. Qu'il s'agisse de licences professionnelles ou de masters professionnels, de plus en plus d'étudiants s'orientent vers des formations qui vont tout de suite leur donner un travail.

Un mot sur la façon dont s'est passée la rentrée : ça a été très difficile parce que vous savez que traditionnellement les rentrées à l'Université ne sont jamais très évidentes en particulier à la Faculté des Lettres parce qu'il y a beaucoup d'étudiants, parce qu'il y a beaucoup d'emplois du temps à composer mais avec la réforme LMD cela a été une véritable prouesse que l'Université parvienne à réaliser correctement cette rentrée. Elle l'a fait de manière très efficace dans toutes les composantes, cela a été une véritable prouesse parce qu'on pensait que ça allait être beaucoup plus compliqué que cela.

Nous avons organisé pour la deuxième année consécutive la semaine d'accueil qui s'appelle le temps des étudiants et qui s'est très bien passée en particulier dans ses volets festif, sportif et culturel. La soirée bars en fête qui a réuni des milliers d'étudiants dans les rues du centre-ville s'est également très bien passée et j'espère qu'on arrivera à continuer dans cette dynamique.

Un mot sur l'évolution des effectifs même si nous ne connaissons pas encore les effectifs définitifs puisqu'il y a encore des étudiants qui s'inscrivent et que les statistiques ne sont pas toutes finalisées, on a quelques tendances. Nous suivons la moyenne nationale avec une légère hausse des effectifs, le premier cycle augmente en particulier en médecine avec le numerus clausus qui a reculé un peu pour les études de médecine et comme je le disais tout à l'heure, un succès des filières professionnalisantes.

Le titre de mon intervention est : communication sur la rentrée universitaire mais il n'y a pas que l'Université. Michel ROIGNOT vous parlera de l'École des Beaux-Arts mais il y a aussi d'autres établissements d'enseignement supérieur à Besançon, je ne vais pas tous les citer mais il y a quelques exemples : l'ENSM qui bat un record d'inscription pour cette année, depuis sa création 650 élèves, elle devient la troisième école d'ingénieurs au niveau national sur le nombre d'élèves, c'est important. L'ISIFC, vous savez que l'ISIFC est cette école d'ingénieurs interne à l'Université qui a été créée il y a quelques années et la première promotion d'ingénieurs en instrumentation et techniques médicales est sortie cette année, c'est une formation quasiment unique en France très particulière. Ce sont des étudiants très dynamiques, M. le Maire a pu les rencontrer, ils sont allés porter les couleurs de Besançon haut dans l'espace puisqu'on a soutenu leur projet, ils ont été sélectionnés par l'Agence Spatiale Européenne pour aller faire des expérimentations dans des vols en apesanteur et ils ont emmené tout un tas de matériel avec entre autres le logo de la Ville de Besançon, ce qui fait que nous avons parlé de Besançon et on a pu voir Besançon dans des grandes revues scientifiques internationales un petit peu partout dans le monde par leur intermédiaire, donc je pense que ce sont des futurs ingénieurs qui seront très efficaces et des spationautes.

Un mot sur la structuration de la recherche ; vous savez que la tendance est au regroupement de la recherche pour assurer une meilleure lisibilité et visibilité à l'extérieur. Femto-st dans le domaine des microtechniques, micro, nano, etc. résulte de la fusion de 5 laboratoires avec 300 personnes, qui a vocation à être le cœur scientifique du futur pôle de compétitivité, on en a beaucoup parlé ces dernières semaines, c'est quelque chose de très important à la fois pour le développement universitaire mais aussi pour le développement de la ville et de l'agglomération.

Un regroupement également dans le domaine des sciences médicales et pharmaceutiques avec la mise en place d'un institut fédératif de recherche avec 9 équipes et plus de 200 personnes qui regroupe l'Université, l'INSERM, l'Établissement Français du Sang et le CHU et qui contribue à la cancéropole Grand Est et puis bien sûr les Sciences Humaines, puisqu'il ne faut surtout pas oublier les Sciences Humaines dans la structuration de la recherche, avec le développement et l'agrément de la Maison des Sciences de l'Homme Claude Nicolas LEDOUX qui se structure mais qui souffre encore d'un problème de locaux lié au retard de l'exécution du contrat de plan État/Région, on va en parler.

En recherche, je parlerai aussi maintenant pour ne pas avoir à y revenir tout à l'heure, puisque c'est l'objet d'un rapport de ce Conseil Municipal, sauf si vous avez des questions, nous arrivons cette année au rythme de croisière du soutien qu'apporte la Ville de Besançon aux doctorants avec 8 allocations de thèse. Vous savez que ces allocations de thèse sont importantes à la fois pour permettre à des étudiants de valider leur doctorat mais aussi pour participer au renforcement des laboratoires, du travail dans les laboratoires de recherche de la ville et de la région.

Pour conclure, je vous avais dit que j'allais terminer sur une inquiétude, c'est vrai qu'il y a une inquiétude partagée par l'ensemble des collectivités aujourd'hui sur les retards pris par l'exécution du contrat de plan État/Région concernant le volet universitaire. À l'origine, c'était censé être un contrat de plan 2002-2006 et aujourd'hui telles que les choses sont engagées, en 2006 à la fin du contrat de plan, 60 % des crédits n'auront pas été engagés. Donc c'est clair que l'élaboration d'un contrat de plan a une vocation d'affichage mais pas uniquement et en particulier le volet enseignement supérieur et recherche a beaucoup souffert. On a quelques opérations qui ont avancé, d'autres qui sont fortement retardées voire

carrément remises en cause. J'en illustrerai simplement deux : une qui avance assez bien c'est la restructuration de la cité universitaire Canot et je dois dire que si ce projet avance c'est en particulier parce qu'on a changé d'exécutif régional et que le nouvel exécutif régional s'est montré intéressé par ce projet et cela a véritablement donné un coup de fouet à ce programme. C'est l'idée d'avoir une vitrine internationale et universitaire à Besançon pour valoriser un peu cet apport de tous les étudiants étrangers et de cette ouverture sur le monde via le CLA entre autres que développe la Ville de Besançon depuis des années.

Et puis je dirai un mot sur l'exécution, et je terminerai par ceci, la deuxième phase de l'UFR Médecine. Vous savez qu'on a fait une première phase de l'UFR Médecine sur le pôle santé et la deuxième phase aura au minimum trois ans de retard mais probablement beaucoup plus. Aujourd'hui l'État a suspendu ses crédits de paiement concernant cette deuxième phase de l'UFR Médecine et je fais le lien là avec la présentation que nous a faite Michel LOYAT tout à l'heure. Il a rappelé à quel point le site de l'Arsenal en particulier était important pour le développement à venir de la Ville de Besançon. Il faut savoir que le blocage de cette deuxième phase de la Faculté de Médecine bloque dans le même temps complètement tous les projets que pourraient avoir la Ville, l'Agglomération sur le site de l'Arsenal puisque c'est le premier cycle de médecine qui doit venir s'installer sur le pôle santé et c'est quelque chose qui handicape aussi le développement du pôle santé. On voit bien là le désengagement de l'État sur le volet universitaire puisque les collectivités quelles qu'elles soient ont maintenu leurs crédits, ces opérations sont au PPI municipal, elles sont dans la programmation de la Région mais l'État suspend ses crédits et le désengagement de l'État dans le domaine universitaire, non seulement handicape le développement de l'enseignement supérieur ici mais aussi des projets plus largement d'urbanisme pour la Ville de Besançon. J'en ai terminé.

M. LE MAIRE : Merci. Comme je vois que ça s'allume de partout, je vais mettre les choses au point : ce soir, on ne lance pas un débat sur l'Université, on aura l'occasion de le faire certainement. C'est un bilan de la rentrée universitaire qui a été fait par Sébastien MAIRE et je l'en remercie mais on ne va pas rentrer dans une discussion. On a un ordre du jour qui est prévu ce soir et je souhaite que nous allions jusqu'au bout de cet ordre du jour. Si c'est pour apporter un point précis d'accord, si tel n'est pas le cas, non. C'est une communication, normalement il n'y a pas de débat. Si vous souhaitez intervenir pour contester ce que vient de dire Sébastien MAIRE par exemple sur les crédits qui ne sont pas engagés, c'est une réalité. Si vous voulez qu'on fasse un débat sur l'Université un jour on en fera un et tout le monde aura à ce moment-là les éléments pour en discuter.

M. Jean ROSSELOT : C'est un rapport intéressant. Eclairé par le numéro spécial d'un grand quotidien parisien où il est fait part de nombreuses positions d'étudiants notamment étrangers, je dis tout simplement qu'il reste à la Ville à imaginer l'instrumentalisation au sens positif du terme, du passage, du séjour de ces étrangers dans notre ville et région pour que plus tard à long terme il y ait des retombées parce qu'ils seront à des postes de responsabilité importants.

Par ailleurs, puisqu'il n'est pas question de polémiquer, nous avons été heureux d'apprendre que c'était grâce au changement d'exécutif du Conseil Régional que la cité Canot démarrait mais à l'inverse...

M. LE MAIRE : C'est la vérité.

M. Jean ROSSELOT : On peut s'étonner qu'on n'ait rien entendu sur un des grands classiques joués dans cette assemblée, à savoir la nécessaire intervention financière de la Région dans l'ERBA. C'est tout ce que j'avais à dire.

M. LE MAIRE : Vous n'avez pas été très attentif.

M. Pascal BONNET : Je suis toujours perplexe parce que vous lancez des débats et vous dites qu'on ne peut pas débattre, ça m'interroge.

M. LE MAIRE : Non Monsieur BONNET, je ne lance pas un débat. Il y a une communication comme Françoise FELLMANN en a fait une dernièrement sur la rentrée, pour faire le point de la rentrée universitaire. On peut très bien décider qu'il y ait un jour un débat sur l'Université mais à ce moment-là on préparera des documents pour en débattre.

M. Pascal BONNET : J'apporte quelques éléments en complément de la communication qui ne feront pas l'objet de débat. Je veux dire quand même que lorsque vous évoquez le fait que la Région bouge enfin sur un dossier et que vous faites référence à cela devant l'ancien vice-président en charge de l'Université à la Région, on aurait pu penser que ça lançait un débat. Mais plus globalement la Région et l'État ont changé de pilotage depuis 2000 l'un et l'autre et les retards en matière de contrat de plan ont été constants. Alors l'État a été piloté par un gouvernement de gauche puis par un gouvernement de droite, la question qui se pose c'est que...

M. LE MAIRE : S'il vous plaît, restez sur le sujet !

M. Pascal BONNET : C'est le sujet !

M. LE MAIRE : Non, ce n'est pas le sujet !

M. Pascal BONNET : Souvent les contractualisations sont difficiles à mettre en place, donc cela pose la question de la pertinence de l'outil et je voudrais dire aussi, parce qu'on voit que l'État est obligé de ralentir son rythme dans différents domaines, qu'à l'occasion d'un débat on pourra s'interroger sur les priorités que la Ville veut se donner quant aux réponses de l'État puisqu'on a des soucis en matière de logements, en matière de transports, en matière d'université et qu'on ne peut pas à chaque dossier dire que l'État ne répond pas aux demandes en n'ayant pas conscience que ça se pose dans différents domaines et qu'il y a des priorités à donner et que la Ville peut aussi préciser quelles sont ses priorités.

M. LE MAIRE : Nous aurons l'occasion d'y répondre puisque lorsque nous vous présenterons le budget, nous vous présenterons deux budgets : le budget de la Ville et le budget qui nous est imposé par le désengagement de l'État et vous aurez l'occasion de voir effectivement comment cela se traduit.

M. Franck MONNEUR : C'est un bref ajout pour dire combien nous regrettons qu'en cette rentrée universitaire le petit théâtre de la Bouloie n'ait pas repris ses activités à la suite effectivement d'un manque de financement de la part de l'Université. Le service culturel du CROUS s'est malheureusement résolu à ne pas reprendre la saison culturelle avec le petit théâtre de la Bouloie, structure culturelle qui fait pourtant partie de la Ville et avec laquelle nous avons tissé des liens très étroits notamment en matière de création et de diffusion et nous le regrettons vivement.

M. LE MAIRE : Voilà donc pour la communication qui était faite, je remercie Sébastien MAIRE pour cette présentation.

Dont acte.

Récépissé préfectoral du 4 janvier 2005.